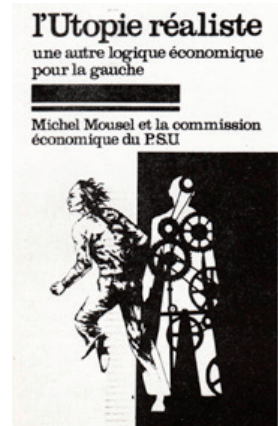


débat

l'utopie réaliste

«L'Utopie réaliste» : un beau titre qui puise dans la veine de mai 68 ; un titre graffiti et libertaire. Sa source est pourtant dans les aspirations qui se manifestent à travers les luttes quotidiennes des travailleurs. Les auteurs de l'ouvrage répondent aux questions de Jean-Marie Demaldent.



TS : Pour quelles raisons avez-vous écrit ce livre ? Dans quel esprit ?

Michel MOUSEL : Situons-le d'abord historiquement. Après les municipales, le PSU souhaitait que le débat aborde des problèmes sur lesquels la gauche restait muette, ou répondait de façon inquiétante ; par exemple le contenu des nationalisations, les échanges extérieurs, etc. Ce livre représente d'abord l'approfondissement de notre propre réflexion. Nous l'avons achevé au moment même où s'est déroulée la rupture des négociations entre PCF, PS et MRG.

Plus loin que les autres

Quant à l'esprit qui a présidé à son élaboration : nous avons voulu



Michel Mousel - Photo Manuel Joachim

donner des réponses en fonction des atouts que nous avons. Ces

atouts, ce sont les forces sociales en mouvement. D'où le sous-titre : « Une autre logique économique pour la gauche ». C'est un choix original. Il est lié à l'analyse que nous faisons de la crise. La crise, c'est d'abord la réponse du capitalisme face à la montée des luttes ouvrières depuis 1968 et face aux progrès de l'unité. A la différence des autres, nous pensons que l'ensemble des revendications et des aspirations populaires n'est pas un obstacle pour sortir de la crise mais la force sur laquelle s'appuyer pour concevoir une politique socialiste cohérente. C'est pour être cohérent que nous allons parfois très loin dans la volonté de rupture ; parce que, pour satisfaire telle ou telle revendication, il faut aller jusque-là et non pas parce que nous voulons faire du maximalisme par rapport aux autres partis de gauche. Aussi parlons-nous d'« utopie réaliste ». C'est évidemment une tout autre logique que celle du Programme commun et des partis de gauche, qui ne partent pas de l'ensemble des revendications ou ne vont pas assez loin pour prétendre satisfaire celles qui sont retenues.

TS : Vous n'avez pas l'air de priser la théorie communiste du capitalisme monopoliste d'Etat. Pourquoi ? Quelle analyse faites-vous du capitalisme aujourd'hui ?

A.Granou : Nous ne nions pas

le rôle de l'Etat dans le développement du capitalisme, ni la nouveauté de ses formes d'intervention... Mais ce n'est pas le problème clé.

Les problèmes clés sont ceux qui touchent à la transformation du processus de travail (parcellisation des tâches), à la production de masse et à ses conséquences sur les niveaux et modèles de consommation, à la reproduction de la force de travail (à l'urbanisation par exemple). Sont décisifs les problèmes liés à l'extension du salariat et à la mobilité de la force de travail : délocalisation dans les pays à bas salaires de branches (exemple : le textile) ; importations massives de main-d'œuvre étrangère pour les travaux les plus déqualifiés, etc..

La théorie du PCF a ses conséquences politiques que nous croyons fausses. Il suffirait d'occuper l'Etat central et de contrôler les monopoles pour sortir de la crise...

TS : La crise, c'est d'abord le chômage. Quelles solutions originales proposez-vous pour l'emploi ?

B.BILLAUDOT : La question de l'emploi n'a pas été principale dans la négociation sur la réactualisation du Programme commun ; c'est pourtant la préoccupation des travailleurs. Le PCF croit résoudre la question par la reprise de la croissance. Le PS compte plus sur l'accroissement des ef-

fectifs dans la Fonction publique. Notre réponse n'est pas le plein emploi par la croissance. Nous voulons « un emploi pour tous » en produisant ce que la collectivité elle-même a décidé de produire.

Un emploi pour tous en travaillant autrement

Sortir du chômage, c'est d'abord satisfaire les revendications des travailleurs : abaisser la durée du travail, l'âge de la retraite, diminuer les cadences... Mais il faut aller encore au-delà. Ce n'est pas la croissance qui résoud par exemple la question de l'inadaptation des emplois et des formations ; il faut comprendre que les jeunes refusent des emplois parce qu'ils refusent les conditions de travail. Le fond du problème est là. Les travailleurs aspirent dès maintenant à travailler autrement : ils veulent un travail plus intéressant, ils veulent contrôler. Il faut donc supprimer certaines tâches spécialisées de gestion et les travaux de pure exécution ; il faut s'attaquer radicalement à la division capitaliste du travail.

Le PCF sélectionne les revendications à partir d'un programme gouvernemental élaboré en fonction des grands équilibres du système actuel. Il lui faut une production accrue pour obtenir une croissance plus forte ; dans ces conditions, les revendications des OS sur les cadences et conditions de travail ne sont pas reprises en compte. Nos réponses, elles, dépendent moins de mesures gouvernementales que de la prise en main, par les travailleurs, de leurs propres problèmes. C'est au niveau des « boîtes » et des branches que se discutent les questions de durée de travail, d'organisation du travail... Les problèmes de la restructuration dans les branches dépendent d'abord de la mobilisation des travailleurs de la branche, des régions...

Yves BAROU : Nous insistons

beaucoup sur la revendication des 35 heures. Mais elle suppose une réorganisation totale du travail qui ne peut provenir que d'en bas et non des décisions gouvernementales... C'est en cela qu'elle est une mesure de transition autogestionnaire ; et aussi, parce qu'elle dégage du temps libre pour les activités sociales, le partage des tâches ménagères...

TS : La crise, c'est aussi la hausse des prix, l'inflation. Comment enrayer la hausse des prix. Par le contrôle populaire ?

Yves BAROU : Le problème ce n'est pas tant la hausse des prix



Yves Barou - Photo Manuel Joachim

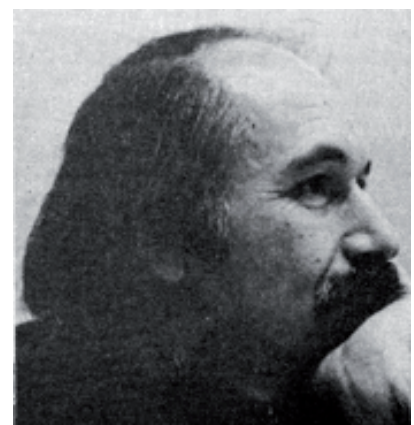
que la dégradation du pouvoir d'achat. Il se pose différemment selon les couches sociales. En ce qui concerne les bas revenus, il faut d'abord relever le SMIC et créer un revenu minimum garanti. Ensuite, il faut mener une politique anti-hiérarchique conséquente qui passe par la priorité aux augmentations uniformes. Il faut dire clairement que nous ne promettons pas le maintien du pouvoir d'achat pour un cadre qui gagne au-delà de cinq fois le SMIC. Sinon, c'est la spirale inflationniste à la chilienne. Il faut aussi dé plafonner la Sécurité sociale. Il faut mieux connaître les revenus et corriger les inégalités par branche et par région ; et poser en même temps la question du contenu de la consommation.

Salaires : tuer le mythe des qualifications

Michel MOUSEL : Là aussi notre logique nous pousse plus loin que les autres partis de gauche. On ne peut pas poser le problème de la hiérarchie des salaires, comme le font le PCF et le PS, sans poser ceux de la division du travail. Certes, c'est difficile : la classe ouvrière, même syndicalisée, a été habituée à la hiérarchie en fonction des qualifications, et il y a beaucoup à dire sur les mystifications en ce domaine. Il reste qu'on ne peut pas s'attaquer aux inégalités sans mettre en cause radicalement la division du travail

Contrôle populaire sur les prix bien au-delà des étiquettes

Sur les prix : il faut en finir avec les mythes du contrôle administratif. Même en multipliant les effectifs de contrôleurs par 10 on ne contrôlerait pas mieux. De plus c'est alimenter l'agitation bourgeoise qui brandit le spectre des contrôles arbitraires et de la bureaucratie. Il ne s'agit pas de mettre un flic derrière chaque étiquette. Le contrôle sur les prix ne se résume pas non plus au contrôle des étiquettes par les consommateurs. Le contrôle populaire doit s'effectuer à tous les niveaux, y



J.P. Sorel - Photo Manuel Joachim

compris celui de la production. Ensuite, il faut intégrer au

contrôle les travailleurs de la distribution et non pas opposer les travailleurs-consommateurs et ceux de la distribution. En ce qui concerne les petits détaillants, on ne les gagnera ni en disant qu'on les soutient, ni en organisant avec eux des affrontements. Il faut établir avec eux des rapports positifs ; ici les municipalités ont un grand rôle à jouer, comme on l'a vu avec l'expérience du marché parallèle de Nîmes. La discussion avec eux, les producteurs et la municipalité doit s'étendre à toute l'organisation de la distribution au niveau du quartier et de la ville.

J-P SOREL : On peut maîtriser les prix. D'ores et déjà, les salariés des entreprises capitalistes de distribution peuvent contrôler ; les travailleuses chargées de changer les étiquettes peuvent y participer ; les comptables chargés de rectifier les marges aussi... Il faut briser le secret que les salaires, même syndiqués, se croient obligés de respecter. Le problème est plus délicat pour le commerce de détail, notamment pour les artisans commerçants (boulangers, bouchers restaurateurs) et le commerce des produits frais. Ici il faut contrôler au niveau des marchés de gros, qui sont très concentrés. Quant aux produits industriels, il faut les banaliser et en finir avec le gaspillage des publicités. Les produits sont les mêmes, seuls les emballages changent.

TS • Vous récusez le mot « croissance ». Pourquoi? Est-ce un « flirt » avec les partisans de la « croissance zéro » ?

Michel MOUSEL : Il faut parler de « développement ». Ce qu'on appelle aujourd'hui « croissance » ne mesure pas l'utilité sociale globale de la production. Bien sûr, elle accroît certains éléments qui entrent dans les conditions de vie, mais elle ne comptabilise pas la dégradation des conditions d'existence, la fatigue, la pollution, les

coûts urbains (cf. l'expérience japonaise)...

La croissance zéro ? Un rêve de nantis

On ne peut pas dire : « Arrêtons tout et ne recommençons pas », à la façon du club de Rome. C'est une attitude aristocratique de nantis. Même en s'en tenant à un pays comme le nôtre, stabiliser le développement c'est aussi stabiliser les inégalités. A l'inverse, croissance ne signifie pas réduction des inégalités. L'expérience des vingt dernières années le prouve. Les inégalités étaient parmi les facteurs de la croissance. Il fallait des modèles supérieures de consommation pour aspirer les rêves et le travail de ceux d'en-dessous et ainsi de suite...

Bernard BILLAUDOT : Il faut remettre l'économie sur ses pieds. Sortir du monde enchanté de la marchandise. Il faut produire pour satisfaire les besoins. Et les besoins, ça peut être du temps libre. Il faut passer en revue les éléments des conditions d'existence des travailleurs : durée du travail, temps de vivre, logement, transports... et hiérarchiser des priorités, faire des choix. C'est le problème de la planification autogestionnaire. Ce que ne fait pas le Programme commun. Pour y parvenir, il faut réaliser le pouvoir des travailleurs, la maîtrise de l'économie...

TS : Bien. Mais c'est poser le problème des échanges extérieurs. Cela signifie sortir du marché mondial. Or la France exporte et importe beaucoup...

Bernard BILLAUDOT : Il faut récuser l'économisme des contraintes extérieures. La concurrence internationale fixe les normes de production, les modèles de consommation, etc. On ne peut rien changer fondamentalement si on reste dans ce cadre. Changer et jouer le jeu du

marché mondial (dans le cadre de la Communauté européenne ou dans le cadre national) est contradictoire.

Ni l'autarcie, ni le jeu du marché mondial : d'autres liens

D'un autre côté, on ne change pas tout seul ; il faut des partenaires. Rompre avec le marché mondial, cela ne veut pas dire fermer les frontières et vivre en autarcie. Il faut tisser des liens et chercher des réponses avec les pays d'Europe du Sud, la Yougoslavie, des pays du tiers monde qui veulent assoier leur développement en luttant contre l'impérialisme. Mais il ne faut pas développer les échanges à l'extrême. Il faut surtout échanger des expériences et des technologies afin de permettre à chaque pays de posséder un ensemble économique relativement complet. Cela suppose une réappropriation du marché intérieur.

A. GRANOU : Nous sommes très dépendants de certains pays comme la RFA. Il faut réorienter la production nationale et produire l'essentiel de nos biens d'équipement.



A. Granou - Photo DR

Michel MOUSEL : On peut reconverter par exemple une partie de notre production d'armement en machines-outils. On oppose souvent à cela l'efficacité des grandes concentrations industrielles. Mais le capitalisme ne s'oriente plus toujours dans

ce sens. Il y a des exemples nouveaux, du type les aciers italiens. Il faut surtout mesurer l'énormité du coût social des grandes concentrations. Enfin, n'oublions pas le problème de la défense : l'aménagement du territoire est déterminant ; la défense populaire suppose d'en finir avec les grosses concentrations entourées de déserts économiques.

Concertation égalitaire avec le tiers-monde

Notre expérience pourrait intéresser le tiers monde si nous apportions notre technologie. Aujourd'hui, un pays du tiers monde est contraint de s'adapter, même s'il veut se développer autrement. Il faudra procéder à une concertation égalitaire sur les modes de développement, en vue de satisfaire les besoins et non d'inonder le marché...

TS : L'autogestion, est-ce un supplément d'âme ? Quel rapport faites-vous entre nationalisation, socialisation et autogestion ?

Michel MOUSEL : La différence entre le capitalisme d'Etat et la socialisation, c'est l'autogestion et la planification autogestionnaire.

Bernard BILLAUDOT : Ce qui est déterminant dans la dynamique, c'est le développement, partout ; du contrôle. La socialisation immédiate de certaines entreprises doit permettre aux travailleurs d'avancer plus vite dans le contrôle. Il faut que, dans chaque secteur, existent un ou deux points d'appui socialisés

qui informent les autres travailleurs afin qu'ils s'arment mieux pour développer le contrôle. Nationaliser c'est cela : créer des points d'appui pour que les travailleurs prennent en main les problèmes de la branche et ceux de la restructuration.

A. GRANOU : Ce n'est pas l'optique du Programme commun. Pour lui, il y a un compromis : un minimum de nationalisations contre la garantie de la gestion privative ailleurs (marché, secret...). Le contrôle sur l'économie serait donc insuffisant : chômage et inflation ne seraient pas maîtrisés. Cela multiplierait les risques de division des travailleurs. On sent déjà aujourd'hui (1^{er} décembre) les difficultés de l'action globale des deux secteurs : nationalisé et privé.

Michel MOUSEL : Nous ne sous-estimons pas les problèmes de l'expropriation (voir ce que nous disons sur l'indemnisation). Mais le principal est de casser le consensus actuel : les patrons font ce qu'ils veulent. Il faut faire intervenir tous les travailleurs : en amont et en aval, y compris pour la planification, et pas uniquement ceux de l'entreprise concernée. Les travailleurs doivent se regrouper ensemble, au niveau de la branche et aussi au niveau interprofessionnel, notamment régional. Il faut rejeter toute conception corporative de l'autogestion.

Yves BAROU : Il faut en finir surtout avec les cloisonnements : économie, social, politique, etc.. L'économie n'est un monde « à part » que dans le fétichisme de la marchandise.

TS : Vous rejetez l'expression « planification démocratique », au bénéfice de « planification autogestionnaire ». Pourquoi ?

A. GRANOU : Nous ne sommes pas d'accord avec cette conception de la démocratie. Planification démocratique, cela veut dire encore planification gouvernementale centralisée ; simplement, il y aura davantage de délégués syndicaux. Mais on en reste aux délégations nationales de la démocratie bourgeoise.

Au plus près de la base, la planification autogestionnaire

Nous pensons qu'il faut partir des exigences de base, au niveau local et régional : entre travailleurs de différentes entreprises, municipalités et comités de quartiers. Au niveau national, on ne laisserait que la coordination minimale pour assurer une certaine cohérence et la réalisation de ce qui ne peut être entrepris qu'à une échelle nationale. Il faut partir d'instances politiquement autogérables. A l'avenir, il faudra tendre vers des régions qui soient des ensembles économiques relativement complets ; donc casser la division actuelle de l'espace. Cependant on part de la situation actuelle. On ne peut parvenir à ce que nous souhaitons sans cet effort de décentralisation des décisions, sans définir ce nouveau-cadre politique. ■